Politique / Social - Économie -

Article paru le 29 décembre 2009

Imprimer
Fermer

SOCIAL - ÉCONOMIE.

Les papetiers d'Alizay ne sont pas à court d'idées

Les salariés de l'usine M-Real combattent l'arrêt de la production de pâte à papier en avançant une série de propositions économiquement et écologiquement responsables.

« Même s'il ne reste plus beaucoup d'espoir, on n'en est pas encore à se battre pour les indemnités de licenciement. » Pour Thierry Philippot, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise, et Jean-Yves Lemahieu, délégué syndical CGT, les salariés de l'usine de papier M-Real d'Alizay (Eure) ont toutes les raisons de contester la décision tombée le 16 décembre. Ce jour-là, la direction annonçait l'arrêt définitif de la production de pâte à papier et le licenciement de 99 personnes. Cette pâte était produite à partir du bois des forêts du nord-ouest de la France, contribuant au maintien de plus d'un millier d'emplois de l'industrie forestière, du coup eux aussi menacés. La pâte servait à fabriquer le papier « écriture » produit sur le même site d'Alizay, qui emploie au total 415 personnes. Multinationale finlandaise, M-Real invoque la « non-rentabilité » de l'usine normande. « Le problème économique est fabriqué », accusent les syndicalistes, dénonçant des charges financières exorbitantes imposées par la maison mère (notamment sous forme d'une location-gérance à 25 millions d'euros) et des choix de gestion pour le moins douteux. Actuellement, en effet, pour produire le papier, l'usine d'Alizay importe de la pâte de Suède et d'Uruguay, à un prix plus élevé (de 30 euros la tonne) que celle qu'elle produisait sur place. S'y ajoute de la pâte dite « écologique », produite à partir de papier recyclé et désencré, en provenance d'Angleterre. Chaque jour, 32 semi-remorques sillonnent les routes pour livrer cette marchandise. Étrange manière de pratiquer l'écologie…

Social, économique, autant qu'environnemental, ce gâchis n'est pourtant pas fatal. Pour les syndicats (CGT, majoritaire, et CGC), l'usine de pâte serait viable si M-Real investissait dans une station de désencrage pour utiliser le papier recyclé, si elle obtenait l'autorisation de vendre à EDF l'électricité verte qu'elle produit à l'aide de la biomasse, et si l'État, comme il l'a déjà fait ailleurs, subventionnait le prix du bois acheté en France. C'est pour imposer la prise en compte de ces propositions qu'un collectif, créé par les syndicats et le maire PCF d'Alizay, Gaëtan Levitre, regroupant tous les partis de gauche, se mobilise et réclame des pouvoirs publics l'organisation d'une table ronde.

Yves Housson